



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

# Jacques Foccart, la France et l'Afrique

---

**Conseiller du général de Gaulle pour les affaires africaines, Jacques Foccart fut en son temps l'un des hommes les plus puissants de la Vème République.**

---

« Rien de tout cela ne soit sortir d'ici ». Ministère de l'Intérieur, Place Beauveau, un jour de 1966. Lucien Vochel, préfet de la Mayenne, remet au ministre Roger Frey le rapport confidentiel que celui-ci lui a commandé sur le passé du tout-puissant secrétaire général de l'Élysée en charge des affaires africaines et malgaches, Jacques Foccart. Les découvertes sont jugées tellement explosives que le dossier est enfermé dans une armoire blindée du ministère. Jacques Foccart, il est vrai, n'est pas quelqu'un d'ordinaire : proche du général du Gaulle dont il est le conseiller très écouté pour les affaires africaines et malgaches, « ami » de très nombreux chefs d'État africains, véritable maître des services secrets, fondateur du Service

d'Action Civique - le SAC - l'homme est à lui seul une puissance. A ce titre, il fait peur à tout le monde. Y compris aux ministres de la République.

Foccart, c'est d'abord un mythe : celui des réseaux africains de la France sur lesquels il veilla sans discontinuer de 1958 à la fin des années 1980 et dont tous les présidents de la République surent tirer parti. Mais aussi celui de l'action clandestine et des coups tordus dont cet homme de l'ombre était passé maître. Jamais un simple conseiller n'eut, sous la Vème République, autant de pouvoirs. Les Américains ne s'y trompèrent d'ailleurs pas qui, en 1967, lancèrent une vaste opération d'intoxication visant à le faire passer pour un agent du KGB, pensant par ce moyen at-



teindre de Gaulle dont la politique étrangère les inquiétait. L'opération Topaze mit un temps toute la communauté du renseignement en émoi.

La vie de Jacques Foccart est parsemée de mystères. Né à Ambrières, en Mayenne, en août 1913, il est le fils d'un important propriétaire foncier de Guadeloupe devenu maire de Gourbeyre, à quelques kilomètres de Basse-Terre. Jacques Foccart ne cessera jamais de s'intéresser aux destinées de l'île et, plus largement, à celles des DOM-TOM. Grâce à lui, les planteurs de Guadeloupe et de Martinique se verront ainsi attribuer les deux tiers du marché français pour leurs très coûteuses bananes, le troisième tiers étant réservé à la Côte d'Ivoire, dirigée alors par un grand ami de la France, Félix Houphouët-Boigny. Déjà, avant même sa naissance, d'innombrables rumeurs circulent sur sa famille, des rumeurs que le ministre de l'Intérieur Roger Frey tâchera précisément de tirer au clair. Il se dit par exemple que le grand-père de Jacques est issu d'une union clandestine avec une princesse de Monaco, et que l'une de ses tantes, prieure du couvent carmélite de Laval, a eu une liaison avec l'évêque du Diocèse.

L'affaire, totalement inventée, fera beaucoup de bruit à Laval dans les années 1900.

Mais ce sont surtout les premières années de Jacques Foccart, et notamment son rôle pendant la guerre, qui suscitent le plus de questions. En 1940, Jacques Foccart a 27 ans. Démobilisé après l'armistice, il a fondé avec un ami proche, Henri Tournet, une importante affaire d'exploitation en bois à Rânes, dans l'Orne. Foccart affirmera toujours s'en être servi comme d'une couverture pour maquiller ses activités de résistant. En réalité, il semble bien que lui et son associé, avant de rejoindre la Résistance, aient fait des affaires très juteuses, mais pas toujours très orthodoxes, avec l'organisation allemande Todt en charge de construire les ouvrages nécessaires aux armées allemandes. En août 1943, Foccart monte son propre réseau de résistance pour le compte du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) de Londres. Très actif, indéniablement courageux, il devient rapidement le responsable de la Résistance pour les quatre départements de l'Orne, de la Mayenne, de la Sarthe et du Calvados, et joue un rôle clé dans la mise en œuvre du « Plan Tortue »



visant à freiner l'arrivée des renforts allemands sur la côte normande. Lorsque la région est libérée à l'été 1944, Jacques Foccart a fait de la Normandie son fief. Au point, semble-t-il, de faire éliminer, sous couvert d'épuration sauvage, quelques personnes qui en savent un peu trop sur ses compromissions passées avec l'Occupant. Ces morts mystérieuses ne seront jamais élucidées.

A la Libération de Paris, grâce au rôle qu'il a joué dans la Résistance et à ses contacts au BCRA, Jacques Foccart intègre la Direction générale des études et recherches (DGER, le futur SDECE-Service d'espionnage et de contre-espionnage), les services spéciaux que dirige un gaulliste historique, Jacques Soustelle. C'est alors que le futur « monsieur Afrique » du général de Gaulle commence à tisser sa toile dans le monde du renseignement. Alors aussi qu'il intègre le premier cercle des gaullistes, en quête de résistants authentiques. Lorsque le général quitte le pouvoir en 1946, il fait partie, avec Soustelle, Catroux, Malraux, Lefranc, Baumel et quelques autres, des fondateurs du Rassemblement pour la France (RPF), le parti

gaulliste dont il deviendra un peu plus tard secrétaire général adjoint. Un parti qui ne compte alors qu'une poignée de fidèles mais qui se fixe un objectif : ramener le grand homme au pouvoir.

Le RPF : de cette organisation que le général de Gaulle considère avec une grande méfiance tant il a horreur des partis, Foccart va faire un tremplin vers les sommets. Parce qu'il en faut bien un et que son père vivait en Guadeloupe, il devient délégué pour les DOM-TOM au sein du RPF et responsable de la Lettre à l'Union Française, la publication du parti gaulliste consacrée aux « affaires coloniales. » Un rôle qui lui vaut de devenir de devenir, à partir de 1951, conseiller de l'Union Française, l'institution créée en 1946 pour gérer les rapports de la France avec ses colonies. Dès cette époque, Jacques Foccart a des rapports réguliers avec le général de Gaulle qui le consulte pour toutes les questions coloniales. Dès cette époque aussi, il commence à mettre en place en Afrique, où l'homme du 18 Juin y jouit d'une très forte popularité, des réseaux susceptibles de favoriser, le moment venu, le retour du général de Gaulle au pouvoir. Ces réseaux



sont constitués de nombreux « petits blancs » acquis à la cause, de fonctionnaires et d'anciens résistants qui tentent de se refaire une vie en Afrique. Dans les années 1950, Foccart entreprend ainsi de noyauter méthodiquement l'administration coloniale en Afrique. Il fait de même en Métropole avec la DGER et son service Action, peuplés d'anciens du BCRA restés fidèles à de Gaulle. Curieusement, la IVème République ne fera pas grand-chose pour purger les services secrets de ses éléments gaullistes, laissant ainsi se constituer en son sein une dangereuse cinquième colonne. Les réseaux africains et les services secrets : tels sont les deux piliers sur lesquels s'appuie Jacques Foccart. Il faut également y ajouter les affaires. La Safiex, la société d'import-export avec les Antilles qu'il a créée juste après la guerre, lui permet ainsi de collecter des fonds auprès des planteurs des DOM TOM acquis à la cause gaulliste et de les réinjecter dans ses réseaux. L'organisation ainsi mise en place donne toute la mesure de son efficacité lors des événements de mai 1958 qui débouchent sur le retour du général de Gaulle au pouvoir. Le clan Foccart et ses relais africains

jouent en effet un rôle clé dans l'organisation de la grande manifestation pro-gaulliste survenue à Alger le 13 mai 1958, dans le maintien d'un climat quasi-insurrectionnel en Métropole et dans la coordination en sous-main de toute une série d'actions visant à faire pression sur la IVème République agonisante. Avec succès, le 29 mai 1958, le président de la République René Coty décide de faire appel « au plus illustre des Français. » Quatre mois plus tard, la IVème République est morte. Foccart, lui, n'en a pas tout à fait terminé avec l'Algérie. C'est lui qui, à partir de 1960, plutôt que de faire appel aux services spécialisés en qui il n'a aucune confiance, a recours à des éléments parallèles pour neutraliser l'Organisation Armée Secrète (OAS), engagée dans une véritable guerre contre le régime gaulliste au nom de l'Algérie française : les fameux « barbouzes ». Anciens résistants, membres des services secrets en rupture de ban et fidèles de la première heure, ils se livrent à une impitoyable guerre de l'ombre contre l'Organisation. C'est encore la main de Jacques Foccart que l'on retrouve lors de la création, en 1960, du Service d'action Civique (SAC), cette police paral-



lèle dévouée aux intérêts du régime et à la lutte contre la subversion gauchiste. Le SAC est fortement soupçonné d'avoir participé à l'enlèvement et à la disparition de Ben Barka, l'opposant marocain de gauche. Plus tard en mai 1968, ce sont des membres du SAC déguisés en ambulanciers qui ramasseront des manifestants pour aller les tabasser au sous-sol de leur QG de la rue de Solférino. C'est également le SAC qui organisera la contre-manifestation en faveur du général de Gaulle.

A partir de 1960, Jacques Foccart est ainsi installé au cœur du pouvoir gaulliste. Son véritable pré-carré, ce sont les affaires africaines, sur lesquelles il va régner jusqu'à la mort du président Pompidou, en 1974. Son influence en la matière est telle qu'il passe bientôt pour l'un des hommes les plus influents de la Vème République. Dès son arrivée au pouvoir, de Gaulle lui a confié une mission de la plus haute importance : préserver par tous les moyens les intérêts français en Afrique, surtout après l'accession des anciennes colonies africaines à l'indépendance. Pour y parvenir, il s'appuie sur les très bonnes relations qu'il a su nouer, depuis les années 1950, avec les leaders africains mais aussi,

encore et toujours, sur les services secrets dont il est le véritable « patron », et notamment sur le service action en charge des opérations spéciales. Comme en Algérie en 1958, il ne néglige pas non plus de faire appel à des « supplétifs » de l'ombre, comme le mercenaire Bob Denard. On retrouve la main de Foccart et de ses réseaux dans un grand nombre de conspirations et de coup d'Etat menés en Afrique. Parmi eux, le soutien à la sécession du Katanga, une province du Congo belge riche en uranium, en cuivre et en cobalt sur laquelle lorgne la France et où l'on retrouve précisément Bob Denard et sa bande « d'Affreux ». Des mois durant, la France livrera discrètement armes et munitions au Katanga via l'aéroport de Libreville, avant finalement de se rallier au plan de paix conclu sous l'égide de l'ONU. Parmi eux encore, le rétablissement, par la force, du président gabonais Léon M'Ba, renversé par un coup d'Etat, puis la mise en orbite de son successeur, Omar Bongo, qui lui succède en 1967. Riche en pétrole, ce véritable eldorado africain qu'est le Gabon est vite surnommé Foccartland tant les réseaux de Foccart, assis sur les antennes locales du SDECE, du service Action et



plus tard de la compagnie pétrolière Elf, y sont actifs. Autre opération directement pilotée par Foccart, le soutien au Biafra, qui a fait sécession du Nigéria en 1967 et que la France alimente copieusement en armes pour punir le Nigéria d'avoir osé s'opposer à ses essais nucléaires. Partout en Afrique, grâce notamment aux bases militaires qu'elle a obtenue de conserver après les indépendances, la France maintient au pouvoir ses créatures, brisant toute velléité de démocratisation, manœuvrant en coulisses pour préserver ses intérêts.

Le départ du général de Gaulle, en 1969, puis l'élection de Georges Pompidou, semblent sonner le glas de la carrière de Jacques Foccart. Le nouveau président n'aime guère, en effet, cet homme de l'ombre. Il le soupçonne d'avoir téléguidé l'affaire Markovic, ce scandale de mœurs monté de toutes pièces impliquant l'épouse du président et l'acteur Alain Delon et visant à abattre celui qui était alors premier ministre et qui ne cachait pas son ambition de succéder à de Gaulle. Une fois élu, le président charge même Alexandre de Marenches, le nouveau patron du SDECE, de procéder à une « défoccar-

tisation » en profondeur des services secrets français. Mais l'influence de Foccart est trop forte. Sous la pression des barons du gaullisme, que Pompidou n'a pas les moyens de se mettre à dos, mais aussi de plusieurs chefs d'Etat africains - Omar Bongo et Félix Houphouët-Boigny en tête -, le président de la République doit réintégrer Foccart dans ses fonctions. L'homme, il faut dire, est totalement incontournable dès qu'il s'agit de l'Afrique. Ami de la plupart des chefs d'Etat africains qu'il reçoit dans sa propriété de Luzarches et auxquels il rend d'innombrables services, il joue également un rôle clé, par la Safiex, dans le financement occulte du parti gaulliste.

De « défoccartisation », il ne sera en fait jamais question. A la mort de Pompidou, Foccart a transféré l'essentiel de ses réseaux à la compagnie Elf que dirige un gaulliste de la première heure, Pierre Guillaumat, et où il a fait entrer un ancien du SDECE qui a été part prenante dans tous les coups des années 1960, Maurice Robert. La compagnie pétrolière devient ainsi, dans les années 1970, la base de repli des anciens du « clan Foccart » en même temps que le principal pilier de la « Françafrique ».



Aussi bien Valéry Giscard d'Estaing que François Mitterrand - qui a pourtant dissous le SAC et lancé une vraie chasse aux barbouzes - continuent de faire appel à l'homme et à ses réseaux. En 1986, c'est encore à lui que Jacques Chirac, tout juste nommé Premier ministre, confie le dossier africain et des DOM-TOM. Après le retour de la gauche en 1988, Foccart se fait beaucoup plus discret, tout en veillant à la pérennité de ses réseaux chez Elf. Il meurt en 1997.



**Tristan GASTON-BRETON,**

Historien d'entreprises

tgastonbreton@elzear.com